



www.journalumali.com

Journal du Mali

L'hebdo

N°568 du 19 au 25 mars 2026

IRAN

RAPATRIEMENT FLOU

INTERNET

LE MARCHÉ PARALLÈLE

STADE MALIEN

MISSION IMPOSSIBLE ?

ENSEIGNANTS-CHERCHEURS

L'HÉMORRAGIE

De plus en plus d'enseignants-chercheurs quittent le Mali pour de meilleures conditions. Ces départs fragilisent un système universitaire déjà en tension.

GRATUIT

Ne peut être vendu

ÉDITO

Circulation à Bamako : Des règles à géométrie variable

À Bamako, la circulation ne se résume plus à un simple problème d'embouteillages. Elle est devenue le reflet d'un rapport de plus en plus relâché à la règle. Entre plaques d'immatriculation fantaisistes, vitres teintées non conformes - passibles d'amendes pouvant atteindre 15 000 francs CFA - usage du téléphone au volant ou absence de ceinture de sécurité, les infractions sont visibles, répétées et souvent assumées. Les textes existent pourtant. Les campagnes de sensibilisation sont régulières. À cela s'ajoutent des feux tricolores souvent défaillants et l'impraticabilité de certaines routes, qui compliquent davantage la circulation. Les opérations de contrôle ont été renforcées ces derniers mois. Rien que le 17 février 2026, plus d'une centaine de motos ont été saisies sur le 3ème pont pour non-respect des règles de circulation. Entre fin janvier et mi-février, plus de 800 motos ont également été mises en fourrière dans la capitale. Mais, sur le terrain, un constat s'impose : la règle n'est pas toujours respectée, et surtout elle ne semble pas s'appliquer de la même manière à tous. Certains conducteurs, convaincus de pouvoir échapper aux contrôles ou de pouvoir s'en tirer avec une simple amende, adoptent des comportements à risque sans réelle crainte de sanction durable. La faute devient une habitude et la sanction un coût parmi d'autres. Une règle qui peut être facilement contournée finit par perdre de sa force. Lorsqu'elle est perçue comme inégalitaire, elle fragilise la confiance collective. La circulation à Bamako révèle ainsi un enjeu plus profond, à savoir la capacité à faire respecter des normes communes dans l'espace public. Car, au-delà des routes, c'est bien la crédibilité de la règle qui est en jeu.

MASSIRÉ DIOP

LE CHIFFRE

53 milliards

C'est le montant en francs CFA de la levée de fonds réalisée le 18 mars 2026 par le Mali sur le marché des titres de l'UEMOA. L'opération, ouverte pour un montant initial de 50 milliards de FCFA, a enregistré des soumissions globales de plus de 98 milliards de FCFA.

ILS ONT DIT...

• « Le Gouvernement du Sénégal exprime sa vive consternation suite à la décision rendue par le jury de la Confédération africaine de football (CAF), visant à retirer à l'équipe nationale du Sénégal son titre de champion d'Afrique 2025 pour l'attribuer au Maroc. Il demande l'ouverture d'une enquête internationale indépendante pour soupçons de corruption au sein des instances dirigeantes de la CAF ». **Marie Rose Khady Fatou Faye, porte-parole du gouvernement**, le 18 mars 2026.

• « Nous sommes prêts à lancer les opérations dès réception du permis. La mise en exploitation rapide de ce nouveau gisement permettra de générer des revenus substantiels et de faire en sorte que l'or brille davantage pour le Mali ». **Mike Cinnamond, PDG du groupe B2Gold Corp**, à sa sortie d'audience avec le Premier ministre malien, le 17 mars 2026.

UN JOUR, UNE DATE

19 mars 1962 : entrée en vigueur du cessez-le-feu définitif entre la France et le Gouvernement provisoire de la République algérienne — un accord qui a ouvert la voie à l'arrêt des combats et à l'indépendance de l'Algérie.



Les Aigles Dames se sont qualifiées le 17 mars 2026 pour la Coupe du monde de basket-ball féminin, qui se tiendra en Allemagne en 2026.



Le prêcheur Oumar Coulibaly dit Farouk a été interpellé par le Pôle de lutte contre la cybercriminalité le 17 mars 2026, ainsi que deux animateurs, pour des propos controversés tenus lors d'une interview sur des thèmes religieux.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Abdoulaye Diop, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, a reçu le 17 mars 2026 Cheikhane Habibou Rahmane, chargé d'affaires de la République islamique de Mauritanie au Mali. Les échanges ont porté sur des questions bilatérales d'intérêt commun, notamment sécuritaires.

ROYAL!

TOUS LES ABONNÉS SONT ROIS

REABONNEZ-VOUS
A VOTRE FORMULE15 JOURS
OFFERTS**A TOUTES LES CHAÎNES
+ DSTV ENGLISH PLUS

ENSEIGNANTS-CHERCHEURS : DES DÉPARTS QUI PÈSENT

Depuis un certain temps, la Guinée attire de plus en plus d'enseignants-chercheurs de la sous-région, dont de nombreux Maliens. En 2025, ils sont une vingtaine à avoir fait ce choix. Dans un système déjà en sous-effectif, ces départs, qui constituent des pertes pour le système universitaire, posent la question de la gestion et de la valorisation des ressources humaines.

FATOUMATA MAGUIRAGA

La Guinée apparaît désormais comme une nouvelle destination universitaire. En 2024 et 2025, elle a respectivement recruté environ 250 et 300 enseignants du supérieur, essentiellement issus de l'espace ouest-africain. Pour la seule année 2025, 21 Maliens ont été concernés, dont 9 assistants, 6 maîtres-assistants et 6 maîtres de conférences. Cette politique de recrutement traduit une concurrence régionale pour les compétences académiques. Le recrutement d'enseignants entre pays africains s'inscrit dans un marché régional de plus en plus ouvert pour les différents chercheurs. Ces recrutements ont suscité des réactions des autorités, qui dénoncent des « abandons de poste » et pointent du doigt des départs motivés par « l'appât du gain ». Pourtant, la réalité semble plus nuancée. « Les enseignants ne partent pas uniquement pour des raisons financières, mais aussi pour de meilleures conditions de travail et de reconnaissance », explique Mamoutou Karamoko Tounkara, enseignant-chercheur à l'École normale supérieure (ENSUP). Dans plusieurs pays de la sous-région, notamment dans l'espace UEMOA, les conditions de rémunération et d'exercice apparaissent plus attractives. À compétence égale, les salaires peuvent être nettement supérieurs, parfois multipliés par deux, avec des dispositifs d'accompagnement de la recherche plus structurés. Cette situation alimente un déséquilibre alors que le déficit en enseignants du supérieur est désormais estimé à près de 3 900 postes, selon des données récentes du sec-

teur, confirmant l'ampleur des besoins. De nombreux enseignants évoquent également de meilleures perspectives de carrière et un environnement plus favorable à la production scientifique. Les procédures locales de recrutement et d'avancement sont souvent jugées lentes, ce qui freine la progression des carrières. La question ne se limite pas aux salaires. Les conditions de travail dans leur ensemble sont également en cause. Le métier d'enseignant-chercheur repose sur un équilibre entre enseignement et recherche. Dans certaines facultés, la surcharge des effectifs réduit le temps consacré à la recherche. Or, les financements restent limités, les laboratoires insuffisamment équipés et les opportunités de publication ou de participation à des colloques sont souvent à la charge des enseignants eux-mêmes. Dans plusieurs pays africains, les dépenses consacrées à la recherche restent très faibles, limitant la production scientifique. « Comment évoluer dans un environnement aussi compétitif avec des moyens aussi restreints ? », s'interroge Dr Tounkara. Les tensions autour des primes de recherche illustrent

Les enseignants ne partent pas uniquement pour des raisons financières, mais aussi pour de meilleures conditions de travail et de reconnaissance.

ces difficultés. Annoncées depuis plusieurs années, elles peinent à être régulièrement versées, malgré des mouvements de grève répétés. À cela s'ajoutent des retards dans le paiement des heures supplémentaires, accentuant le malaise au sein de la profession. Ces départs sont perçus par certains comme un signal



Les infrastructures restent largement insuffisantes pour accueillir tous les étudiants.

préoccupant. « C'est un indicateur du dysfonctionnement du système d'enseignement supérieur », estime Dr Sékou Amadou Traoré, enseignant-chercheur à la Faculté des Sciences Sociales de Ségou (FASSO). Selon lui, l'absence de perspectives et la faiblesse des investissements fragilisent durablement la qualité de la formation.

Encourager la mobilité La mobilité est une composante du métier d'enseignant-chercheur. Elle permet d'acquérir de nouvelles expériences, de participer à des travaux scientifiques et d'élargir les réseaux académiques. Pour les enseignants vacataires, souvent confrontés à des rémunérations irrégulières, elle consti-

tue parfois une nécessité. Avec des heures supplémentaires payées tardivement et peu d'alternatives professionnelles, ces enseignants ne peuvent être considérés comme « ingrats » lorsqu'ils choisissent d'aller ailleurs. Participer à des colloques, publier ou effectuer des missions d'étude implique des moyens financiers souvent supportés par

REPÈRES

Enseignants maliens recrutés par la Guinée (2025) : **21**

Ratio de **74 étudiants** pour un enseignant au Mali

Déficit des enseignants du supérieur dans l'UEMOA : **3 900**

notamment par une amélioration des conditions de travail et un rapprochement progressif avec les standards observés dans la sous-région. Malgré les difficultés, les enseignants maliens continuent de se distinguer sur le plan académique. Leur présence dans d'autres pays contribue également au rayonnement de leurs compétences, ce qui pose la question de la valori-

sation de ce capital humain au niveau national.

Conséquences La fuite des compétences représente un risque pour le système éducatif. La question de la relève se pose avec acuité dans un contexte de déficit déjà estimé à près de 4 000 enseignants en 2022. Avec une dizaine d'universités et plusieurs grandes écoles, les effectifs d'étudiants progressent plus rapidement que ceux des enseignants. Le ratio atteint environ 74 étudiants pour un enseignant, bien au-delà de la norme indicative de 25 pour 1 recommandée par l'UNESCO. Cette pression s'inscrit dans une dynamique démographique marquée par une forte croissance du nombre de jeunes en âge d'accéder à l'enseignement supérieur, ce qui accentue les besoins en enca-

drement et en infrastructures. Les pénuries d'enseignants contribuent à des classes surchargées et à une baisse de la qualité de l'encadrement. Cette situation peut affecter la qualité de la formation et de la recherche. Le départ d'enseignants expérimentés fragilise la transmission des savoirs et complique le renouvellement des compétences. Dans un système universitaire en expansion, la pression sur les infrastructures et les ressources humaines devient plus forte. Sans mesures adaptées, certains redoutent un affaiblissement durable de l'enseignement supérieur. À terme, cette situation peut affecter la compétitivité des universités maliennes dans l'espace régional.

Trouver un compromis Face à ces enjeux, plusieurs acteurs appellent à privilégier le dialogue. L'approche fondée sur les sanctions paraît peu efficace pour contenir le phénomène. Les enseignants rappellent avoir déjà observé des mouvements de grève pour réclamer leurs droits, notamment le paiement des primes et des heures supplémentaires. L'amélioration des conditions de travail est régulièrement présentée comme une priorité. L'État est ainsi invité à engager des réformes permettant de mieux valoriser les enseignants-chercheurs. Le rapprochement avec les pratiques de la sous-région, le renforcement du financement de la recherche et le développement de partenariats académiques sont souvent évoqués. D'autres pays restent également attractifs pour ces profils qualifiés, ce qui renforce l'urgence d'agir. La capacité à retenir ces compétences apparaît comme un enjeu stratégique pour l'avenir de l'enseignement supérieur. Le système universitaire évolue dans un environnement compétitif, où la qualité repose largement sur les ressources humaines. Préserver ce capital suppose des choix structurants et une vision à long terme. ■

3 QUESTIONS À



DR SÉKOU AMADOU TRAORÉ

Enseignant-chercheur à la FASSO

1 Comment analysez-vous le départ massif des enseignants-chercheurs maliens vers la Guinée ?

Le départ massif des enseignants-chercheurs maliens vers la Guinée traduit, selon moi, un affaiblissement du système d'enseignement supérieur au Mali. Lorsqu'un État ne tient pas ses engagements envers une corporation essentielle à la vie nationale, le découragement s'installe. Le statut de 2017, qui prévoit notamment une prime de recherche et d'autres avantages, n'a pas été appliqué de manière effective pendant près de dix ans : les acteurs perdent espoir. Cette situation explique en partie l'exode vers la Guinée, qui offre de meilleures perspectives professionnelles.

2 Quelles peuvent en être les conséquences ?

Les conséquences sont principalement une fuite des cerveaux et une baisse de la motivation des enseignants, ce qui se répercute négativement sur la qualité de l'enseignement et, à terme, sur les résultats des étudiants et la production scientifique nationale.

3 Que faire pour réduire ce phénomène ?

L'État doit d'abord harmoniser les rémunérations des enseignants avec celles pratiquées dans la sous-région. Il est aussi urgent d'appliquer le statut de 2017 en versant la prime de recherche et en respectant les autres engagements prévus. Ces mesures, combinées à des perspectives réelles de carrière et de recherche, contribueraient à retenir les talents.

MOBILITÉ DES ÉTUDIANTS : L'AUTRE RÉALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'Afrique subsaharienne voit exploser la demande en enseignement supérieur. 500 000 étudiants sont en mobilité internationale, un chiffre en hausse de 29% depuis 2017.

FATOUmata MAGUIRAGA



La Faculté de médecine de Bamako accueille de nombreux étudiants étrangers.

En Afrique subsaharienne, l'enseignement supérieur connaît une croissance explosive de la demande, alors que les capacités d'accueil peinent à suivre. Le nombre de jeunes en âge d'étudier a atteint 92 millions en 2020 et devrait plus que doubler d'ici 2050, tandis que les effectifs étudiants sont passés d'environ 9 millions en 2021 - 2022 à une projection de 20 millions ou plus d'ici 2030, selon les der-

nières estimations UNESCO et Campus France (2025). D'ici 2030, ce boom démographique et éducatif soulève des défis majeurs, à savoir maintenir la qualité des formations, financer la recherche et aligner les compétences sur les besoins du marché du travail. Malgré des contextes nationaux variés, les universités de la région partagent une équation commune, celle d'absorber l'afflux massif d'étudiants tout en restant

compétitives mondialement et pertinentes localement. Les partenariats transnationaux, l'internationalisation des campus et la mobilité étudiante émergent comme des leviers essentiels pour y répondre.

Opportunités de formation

Confrontés aux limites de leurs systèmes nationaux, de nombreux étudiants subsahariens optent pour des études à l'étranger, intégrant souvent des universités mieux équipées et classées. Ils représentent plus de 4,5% des flux mondiaux de mobilité, contre 2% en moyenne globale. Outre le cliché de la « fuite des cerveaux », cette dynamique renforce la visibilité africaine en recherche et innovation, via des diasporas hautement qualifiées qui créent des ponts de retour. Les destinations phares ont évolué. La France reste leader

avec 66 000 étudiants subsahariens en 2022 (+32% vs 2017), talonnée par le Royaume-Uni, à 62 000 (+144%, boosté par les visas post-Brexit). Les États-Unis suivent avec 42 000 (+9%), tandis que la Chine attire environ 81 000 et l'Afrique du Sud recule à 26 000 (-25%, impact Covid/sécurité). Quant aux pays émergents comme la Malaisie, la Turquie, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, ils totalisent désormais plus de 60 000 étudiants. Les grands pourvoyeurs restent le Nigeria (110 000 mobiles, 22% du total), le Cameroun (31 000), le Ghana et le Zimbabwe (environ 22 000 chacun). Le Zimbabwe illustre un cas intra-africain dans la mesure où 60% de ses étudiants mobiles restent sur le continent, surtout en Afrique du Sud, premier hub régional avec un tiers des flux subsahariens intra-continent. Globalement, la proximité géographique, linguistique et culturelle prime pour les choix limitrophes. ■

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : LA NÉCESSITÉ D'UNE RÉFORME

La Guinée est la nouvelle destination qui accueille la mobilité des enseignants chercheurs de la sous-région, dont ceux du Mali. Entre meilleures offres salariales et conditions attractives, cette nouvelle donne pose avec acuité les défis de l'enseignement supérieur.



SOUS-RÉGION SALAIRE MOYEN DES ENSEIGNANTS-CHERCHEURS (EN FCFA)

Traitements	Grade	Mali	Niger	Burkina Faso	Sénégal	Côte d'Ivoire	Guinée
Assistant	Assistant	462 921	622 830	809 812	1 050 000	858 000	1 750 000
Maître-Assistant	Maître-Assistant	540 596	696 000	938 582	1 300 000	1 000 000	2 060 000
Maître de Conférences	Maître de Conférences	605 952	843 000	1 247 595	1 500 000	1 317 541	2 370 000
Professeur Titulaire	Professeur Titulaire	785 864	909 000	1 319 550	2 000 000	1 485 445	2 690 000

(Source : Bureau des salaires (Mali, Guinée) - Étude de l'Institut A. l'impact des disparités salariales sur la mobilité académique et la rétention des enseignants-chercheurs dans l'Adadémie des États du Sahel (ADES))

MALI - GUINÉE SALAIRE MOYEN DES ENSEIGNANTS-CHERCHEURS (EN FCFA)

Traitements	Grade	Mali	Guinée
Assistant	Assistant	462 921	1 750 000
Maître-Assistant	Maître-Assistant	540 596	2 060 000
Maître de Conférences	Maître de Conférences	605 952	2 370 000
Professeur Titulaire	Professeur Titulaire	785 864	2 690 000

(Source : Bureau des salaires (Mali, Guinée) - Étude de l'Institut A. l'impact des disparités salariales sur la mobilité académique et la rétention des enseignants-chercheurs dans l'Adadémie des États du Sahel (ADES))

KOWBEYE!

CHAQUE SAMEDI | 20H15

T.M.1

La télé qui vous allume !

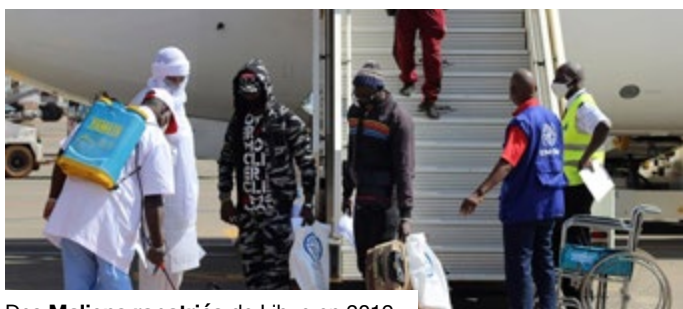
INFO • CULTURE • DIVERTISSEMENT

IRAN : LE FLOU PERSISTE AUTOUR DU RAPATRIEMENT DE RESSORTISSANTS MALIENS

Plusieurs pays africains ont déjà évacué leurs ressortissants d'Iran face à des tensions persistantes dans la région. Pour les Maliens, un plan avait été annoncé en 2025, sans qu'un bilan officiel n'en précise aujourd'hui l'état de mise en œuvre.

MOHAMED KENOUI

Au plus fort des tensions au Moyen-Orient, en juin 2025, les autorités maliennes avaient engagé un dispositif de suivi de leurs ressortissants établis en Iran. À travers un communiqué officiel, le ministère des Maliens établis à l'extérieur indiquait suivre avec attention l'évolution de la situation sécuritaire, en lien avec l'ambassade du Mali à Téhéran. Le suivi consulaire s'appuie notamment sur des échanges réguliers avec les responsables de la communauté malienne, afin de centraliser les informations et d'identifier les situations les plus urgentes.



Des Maliens rapatriés de Libye en 2019.

Toute opération d'évacuation reste toutefois tributaire de facteurs extérieurs, notamment l'ouverture des espaces aériens, la disponibilité de couloirs de transit et la coordination avec des pays tiers.

La communication officielle n'a précisé le nombre de ressortissants effectivement rapatriés, ni les modalités d'éventuelles opérations conduites depuis juin 2025.

Évacuations Cette absence de bilan contraste avec les initiatives prises par plusieurs États africains confrontés à des situations similaires. Le Sénégal a notamment procédé au rapatriement d'une cinquantaine de ses ressortissants, évacués par voie terrestre vers la Turquie avant leur retour à Dakar. D'autres pays, comme l'Ouganda ou le Kenya, ont également organisé des opérations d'évacuation, souvent en coordination avec des partenaires diplomatiques ou des États de transit. Ces opérations s'appuient souvent sur des mécanismes de coopération entre États africains et partenaires internationaux, facilitant les évacuations via des pays de transit. Ces dispositifs reposent sur des itinéraires alternatifs, combinant déplacements terrestres et liaisons aériennes, dans un contexte marqué par des restrictions sur l'espace aérien et des conditions de sécurité fluctuantes. Ils illustrent la complexité des mécanismes de protection consulaire en période de crise. Dans ce type de cas, l'évolution rapide du contexte sécuritaire rend difficile toute planification rigide et impose des ajustements permanents des dispositifs envisagés.

Diaspora Face à la dégradation du contexte sécuritaire en 2025, les autorités avaient établi un contact direct avec ces communautés afin d'évaluer leurs besoins et d'anticiper d'éventuelles opérations d'évacuation. Un plan de rapatriement avait été envisagé pour les personnes souhaitant quitter le territoire, avec des dispositions logistiques à l'étude, dans un environnement marqué par des contraintes de transport et des restrictions de circulation. Dans l'attente de sa mise en œuvre, les autorités maliennes avaient appelé à la prudence, invitant leurs ressortissants à éviter les zones sensibles et à se conformer aux consignes des représentations diplomatiques. Cette phase de préparation s'inscrivait dans un contexte de vigilance, alors que plusieurs pays réévaluaient la sécurité de leurs communautés présentes dans la région. Près d'un an plus tard, peu d'éléments publics permettent de mesurer l'évolution de ce dispositif. Aucune commu-

Contexte évolutif Début mars 2026, le contexte régional a évolué, avec une intensification du conflit, marquée par des frappes menées conjointement par les États-Unis et Israël contre l'Iran, élargissant le niveau de risque pour les ressortissants étrangers. Les données alors disponibles faisaient état d'une communauté estimée à environ 130 ressortissants. Celle-ci se composait de diplomates et de leurs familles installés à Téhéran, d'une vingtaine d'étudiants boursiers à Qazvin, ainsi que d'un groupe plus important d'étudiants en sciences islamiques vivant à Qom, souvent accompagnés de leurs proches. Ces parcours, souvent inscrits dans la durée, impliquent des attaches académiques et familiales qui peuvent freiner un départ rapide en situation de crise. Cette implantation, en grande partie liée à des parcours de formation religieuse et universitaire, explique la dispersion géographique des ressortissants maliens dans le pays.

EN BREF

MALI - UNION AFRICAINE : DIALOGUE MAINTENU AUTOUR DES ENJEUX SAHÉ- LIENS

Le ministre des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop, a reçu le 17 mars 2026 une délégation de l'Union africaine conduite par Jainaba Jagne, dans le cadre des consultations sur le renforcement de la Mission de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel (MISAHEL). Les échanges ont porté sur les questions sécuritaires et humanitaires, ainsi que sur l'alignement des stratégies régionales avec les priorités nationales. Cette rencontre intervient dans un contexte particulier, marqué par la suspension du Mali de l'Union africaine depuis août 2020, une mesure toujours en vigueur. Malgré cette situation, les discussions traduisent la poursuite des canaux de dialogue entre Bamako et l'organisation continentale, notamment sur les enjeux liés à la stabilité du Sahel. Les autorités maliennes ont réaffirmé le rôle central des États dans la gestion des crises, tout en soulignant les dynamiques de la Confédération des États du Sahel, créée en 2024. Dans un contexte régional en recomposition, la MISAHEL reste un cadre d'échanges face à des défis sécuritaires et humanitaires persistants. ■

Attente Pour les ressortissants maliens présents en Iran, la situation est suivie à distance, sans indication publique sur une éventuelle phase opérationnelle du plan annoncé en 2025. Entre préparation initiale et absence de communication actualisée, la question du rapatriement demeure, à ce stade, sans visibilité claire. Dans un environnement international marqué par des tensions persistantes, la gestion de ces situations continue de poser des défis aux États, appelés à concilier impératifs de sécurité, contraintes logistiques et accompagnement de leurs ressortissants à l'étranger. ■



FODÉ DIALLO

« Les campagnes agricoles peuvent être compromises »

Les crises internationales affectent déjà les exploitations agricoles maliennes. Fodé Diallo, enseignant-chercheur à l'IPR-IFRA de Katibougou, appelle à des réponses locales pour limiter les impacts et renforcer la résilience.

PROPOS RECUEILLIS PAR MOHAMED KENOUI

Les tensions internationales affectent-elles déjà les agriculteurs maliens ?

Oui, les effets sont déjà visibles. Le Mali dépend fortement des intrants importés comme les semences améliorées, les engrais chimiques et les pesticides, venant d'Europe, d'Asie ou d'Amérique. Avec les tensions actuelles, notamment au Moyen-Orient, les circuits d'approvisionnement sont perturbés et les commerçants peinent à acheminer ces produits.

Quels impacts sur la production agricole ?

Lorsque les intrants arrivent en retard ou en quantité insuffisante, toute la campagne est affectée. Les rendements baissent, la productivité diminue et la qualité des productions en souffre. En paral-

lèle, les coûts de production augmentent, ce qui fragilise la sécurité alimentaire. Les pays sont amenés à revoir leurs productions.

Ces crises peuvent-elles compromettre les campagnes agricoles ?

Oui, surtout pour des cultures comme le coton ou le maïs. Sans mesures adaptées, certaines campagnes peuvent être compromises. Il faut donc anticiper en diversifiant les corridors d'approvisionnement et en se tournant vers des pays moins exposés aux conflits. Ainsi, la disponibilité des intrants est moins affectée en quantité et en qualité.

Quelles solutions au niveau des exploitations ?

Il est essentiel de promouvoir des alternatives locales comme les fumures organiques, le compost ou les biopesticides. Le respect du calendrier agricole et des techniques culturales est aussi fondamental pour limiter les pertes. De plus, l'utilisation de biopesticides locaux et de fumures organiques est aussi nécessaire.

L'agriculture peut-elle renforcer la souveraineté alimentaire ?

Absolument. Le Mali dispose de terres cultivables, d'eau et d'un cheptel important. Mais cela nécessite une meilleure planification, une gestion rigoureuse et un suivi efficace. L'agriculture doit devenir un pilier stratégique. Cela passe notamment par les composants liquide et solide.

Quel rôle pour la formation et la recherche ?

L'IPR-IFRA joue un rôle important, mais il faut renforcer les capacités des enseignants-chercheurs et financer davantage la recherche. L'innovation agricole et la transformation locale doivent être encouragées, tout en luttant contre les mauvaises pratiques. Il faut aussi financer des projets de recherche pertinents et rentables. ■



Garantissez la **croissance** de votre entreprise avec la **connexion dédiée**.



20 28 00 00
www.afribone.com



INTERNET : L'ÉTAT FACE À L'ESSOR DU MARCHÉ INFORMEL

L'Autorité malienne de régulation des télécommunications a récemment rappelé l'interdiction d'importer, de commercialiser et d'utiliser des équipements non homologués, notamment les kits satellitaires et dispositifs de partage d'accès internet. Ce rappel s'inscrit dans un contexte de développement d'activités informelles qui échappent au cadre économique du secteur.

MASSIRÉ DIOP

Le marché des télécommunications au Mali connaît une expansion rapide. Le taux de pénétration d'internet est passé d'environ 45 % à plus de 50 % en trois ans. Cette dynamique repose en grande partie sur les investissements des opérateurs agréés, qui ont engagé plus de 150 milliards de FCFA (environ 250 millions de dollars) au Mali entre 2023 et 2025 dans le déploiement de la fibre et l'extension des réseaux 4G, notamment en zones rurales. Cette croissance exerce une intense pression sur les réseaux et les infrastructures, notamment dans les zones urbaines et périurbaines. Malgré ces investissements, une partie de la demande en connectivité continue de se tourner vers des solutions informelles. Dans ce contexte, la circulation d'équipements non homologués constitue une source de déséquilibre. Interdits depuis 2024, ces dispositifs continuent pourtant d'être utilisés, portés par une demande croissante en connectivité, en particulier dans les zones insuffisamment couvertes. Des réseaux informels de distribution et de revente d'accès se développent ainsi en marge du cadre

Pénétration internet :
45% → 50% (2022-2025)

Investissements télécoms : + 150 milliards FCFA (2023-2025)

réglementaire, générant des pertes de revenus pour les opérateurs et une diminution des recettes pour l'État. Ces pratiques informelles représentent un manque à gagner significatif pour les finances publiques. Les autorités multiplient les actions pour contenir ce phénomène. Le 26 février 2026, l'AMRTP a mené une opération de sensibilisation auprès des acteurs des marchés de Bamako, mettant en garde

contre l'utilisation d'équipements tels que les kits satellitaires ou certains appareils de communication, également pour des raisons liées à la sécurité. Cette démarche traduit une volonté de renforcer le contrôle d'un secteur considéré comme stratégique. Le secteur des télécommu-

nications demeure un levier important de croissance et de recettes pour l'économie nationale. Pour les opérateurs titulaires de licences, l'enjeu est double. Il s'agit de préserver les investissements consentis dans les infrastructures, mais aussi de maintenir des conditions de concurrence équitables. La présence d'acteurs non régulés fragilise cet équilibre et peut, à terme, freiner les efforts d'extension du réseau. Dans un pays où les besoins en connectivité restent élevés, notamment en dehors des grands centres urbains, la question dépasse la seule régulation. Elle pose celle de l'adaptation du modèle économique du secteur face à l'émergence de nouvelles technologies. Entre impératifs de développement numérique et exigences de régulation, l'équilibre reste encore à définir. ■



L'interdiction des équipements non homologués toujours en vigueur.

EN BREF

LES EXPORTATIONS SÉNÉGALAISES EN FORTE BAISSE

Les exportations du Sénégal ont chuté de près de 50% en janvier 2026, passant de 825 à 412 milliards de francs CFA, selon la Direction de la Prévision et des Études Économiques. Cette baisse s'explique surtout par le recul des ventes d'or (-66%) et de produits pétroliers raffinés (-27%), dans un environnement régional tendu. La situation concerne plusieurs pays de la sous-région. Le Mali, premier client du Sénégal avec environ 17,5% des exportations, reste fortement dépendant du port de Dakar. Environ 70% de son fret y transite. Lorsque les flux diminuent ou que les coûts augmentent, les effets se font rapidement sentir. Le prix du carburant peut grimper, tout comme les coûts de transport et ceux de certaines denrées importées. Cette dépendance logistique est un point sensible. Les sanctions régionales entre 2022 et 2025 avaient déjà entraîné une baisse d'environ 15% des flux commerciaux et une hausse des coûts. Ces tensions rappellent la fragilité des échanges dans la sous-région. Plusieurs spécialistes recommandent de diversifier les axes d'approvisionnement vers d'autres ports, comme Abidjan ou Lomé, et de renforcer la production locale pour réduire la dépendance extérieure. ■

Tomates fraîches Le Burkina Faso interdit l'exportation

Les autorités burkinabè ont annoncé le 16 mars 2026 l'interdiction d'exporter de la tomate fraîche. Le pays veut ainsi encourager la transformation locale et accroître la valeur ajoutée de ce principal produit horticole. Dans un communiqué signé conjointement par les ministères en charge de l'Industrie et de l'Agriculture, la mesure est justifiée par la nécessité d'assurer l'approvisionnement des

unités nationales de transformation. À compter du 16 mars 2026 et jusqu'à nouvel ordre, l'exportation est suspendue et la délivrance de nouvelles autorisations est interrompue. Les opérateurs titulaires d'une autorisation d'exportation disposent d'un délai de deux semaines à partir de la date de signature du communiqué pour achever leurs procédures d'exportation. Les contrevenants seront

sanctionnés : leurs marchandises pourront être saisies puis remises, à titre gracieux, aux unités de transformation, précisent les autorités. Le pays a renforcé sa capacité de transformation locale en se dotant d'une unité à Pognongo en décembre 2024. Il s'agit de la société Faso Tomates, financée à hauteur de 5,6 milliards de francs CFA, avec une capacité de traitement de 5 tonnes de tomates par heure pour la fabri-

cation de produits dérivés. Une deuxième unité a été inaugurée à Dogona, avec un investissement de 7,5 milliards de francs, une capacité de transformation de 6 tonnes par heure et une production de 800 kg de concentré par heure. Les travaux de construction d'une troisième usine sont avancés à 70%. Le pays ambitionne ainsi de réduire sa facture d'importation, qui s'est élevée en moyenne à 5,4 millions de dollars par an entre 2020 et 2024. ■



**Du nouveau
chez Sahel Infusion
CAFÉ GINGEMBRE
made in Mali**



Commande par téléphone (00223) 20 21 04 07 / 66 75 84 79 / 66 74 67 78 / 66 74 96 62
www.sahelinfusion.com

VAGUE DE CHALEUR : LES RISQUES SANITAIRES EN HAUSSE

Une alerte de Mali-Météo fait état d'une hausse généralisée des températures sur l'ensemble du territoire, avec des pointes pouvant atteindre 45°C. Cet épisode relance les préoccupations sur les effets de la chaleur sur la santé, alors que les populations font face à des conditions particulièrement éprouvantes.

MASSIRÉ DIOP



La Météo annonce des températures élevées jusqu'en mai.

Cette période de forte chaleur coïncide avec la dernière décade du Ramadan, un mois marqué par le jeûne quotidien. L'absence d'hydratation durant la journée expose davantage les organismes à la fatigue, aux malaises et aux risques de déshydratation, notamment lors des pics de température. Dans les structures de santé, les effets sont déjà perceptibles. « On reçoit des malades dont les pathologies sont aggravées par la chaleur, notamment l'hypertension et la déshydratation », explique le Dr Boubacar Bathily, médecin au CSRéf de Yorosso. Plusieurs centres signalent une hausse des consultations en période de fortes températures, une situation accentuée par le jeûne. Sur le plan météorologique, cette chaleur correspond à la phase la plus intense de l'année, liée à un fort enso-

leillement et à la remontée du front intertropical. Les régions du Nord et de l'Ouest du pays, notamment Kayes, Tombouctou et Gao, restent les plus exposées, même si l'ensemble du pays est concerné. Les spécialistes évoquent aussi

Une exposition prolongée peut entraîner déshydratation, épuisement ou coup de chaleur, une urgence médicale potentiellement grave.

l'influence du réchauffement climatique, qui renforce l'intensité et la durée de ces épisodes. Ainsi, le météorologue Amadou Diakité souligne que ces températures résultent de facteurs atmosphériques combinés dans un environnement de plus en plus chaud. Les conséquences sanitaires sont bien connues. Une exposition prolongée peut entraîner

déshydratation, épuisement ou coup de chaleur, une urgence médicale potentiellement grave. Les enfants, les personnes âgées et les malades chroniques figurent parmi les plus exposés, tout comme les travailleurs en extérieur. Rappelons qu'en avril 2024, un épisode similaire avait été associé à une surmortalité à Bamako, selon des analyses de la plateforme World Weather Attribution. Des températures proches de 48°C ont déjà été enregistrées dans certaines zones ces dernières années et les scientifiques estiment que ces épisodes deviennent plus fréquents et plus intenses. Fait notable, des températures dépassant les 40°C ont également été observées à Sikasso, pourtant considérée comme une zone plus tempérée. Cette

évolution traduit une extension du phénomène à des régions jusque-là moins exposées. Face à ces conditions, les recommandations restent simples : s'hydrater régulièrement, limiter l'exposition au soleil et veiller sur les personnes vulnérables. De plus, la prévention demeure essentielle pour réduire les effets de ces fortes chaleurs sur la santé. ■

EN BREF

DÉMOGRAPHIE : UNE POPULATION APPELÉE À DOUBLER D'ICI 2050

Un rapport sur les projections démographiques fondé sur le Recensement général de la population de 2022 indique une forte croissance de la population malienne au cours des prochaines décennies. Celle-ci passerait de 23,1 millions d'habitants en 2023 à 51,7 millions en 2050, avec un doublement attendu autour de 2045. Malgré une légère baisse du taux de croissance démographique, de 3,3% à 2,5%, le rythme demeure élevé. Cette dynamique s'accompagne d'une population particulièrement jeune. L'âge moyen progressera de 16,4 à 19,6 ans, tandis que 40% de la population aura moins de 15 ans à l'horizon 2050. La fécondité, bien qu'en recul, restera soutenue, avec environ 4,15 enfants par femme. Le nombre annuel de naissances passera ainsi de 1,06 million en 2025 à 1,65 million en 2050, accentuant la pression sur les services sociaux de base. Les besoins seront particulièrement importants dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Plus de 20 millions d'enfants de moins de 15 ans sont attendus, dont près de 8 millions en âge d'enseignement fondamental. Dans le même temps, la population en âge de travailler représentera 57%, réduisant progressivement le poids des personnes dépendantes. L'espérance de vie progressera également, passant de 59 à 65 ans. Cette évolution s'accompagnera d'une urbanisation rapide, avec une capitale pouvant dépasser les 9 millions d'habitants. Ces projections mettent en évidence des défis majeurs en matière de planification, mais aussi des opportunités liées à la jeunesse de la population. ■

Donnez votre avis sur www.journaldu Mali.com

ÉTHIOPIE : LE TIGRÉ À L'ÉPREUVE DE LA PAIX

Un rapport publié en début de semaine alerte sur la stabilité précaire dans le nord de l'Éthiopie, malgré l'accord de paix signé à Pretoria en 2022. Tensions politiques internes, affrontements récents et crise humanitaire persistante continuent de fragiliser la région.

MASSIRÉ DIOP



Des réfugiés du Tigré dans le camp de Debarq au nord de l'Éthiopie.

Plus de trois ans après cet accord entre le gouvernement fédéral et le Tigray People's Liberation Front (TPLF), la paix reste incertaine. S'il a mis fin aux combats à grande échelle ayant causé des centaines de milliers de morts entre 2020 et 2022, plusieurs facteurs continuent d'alimenter l'instabilité. Depuis début 2026, des affrontements ont été signalés dans l'ouest du Tigré, notamment à Tselemti. Fin janvier, forces fédérales et combattants liés au TPLF se sont opposés, avec usage de drones et d'artillerie lourde. Les vols commerciaux entre Addis-Abeba et Mekele ont été suspendus pendant une semaine.

Les tensions concernent aussi les zones frontalières avec l'Afar, autour d'Alamata et Korem, deux localités stratégiques reprises par le TPLF. Parallèlement, l'organisation paramilitaire Fano, proche des Amharas, contrôle toujours des secteurs de l'ouest du Tigré. Ce territoire devait être restitué selon l'accord de Pretoria, sans que ce retrait n'ait été pleinement appliqué, maintenant plus d'un million de déplacés. À ces tensions militaires s'ajoutent des divisions internes au TPLF. Le mouvement est aujourd'hui partagé entre la faction de Getachew Reda, à la tête de l'administration intérimaire, et celle de Debretsion Gebremichael, plus radicale. Cette rivalité com-

plique la gouvernance alors que le mandat de l'administration intérimaire expire en avril 2026 sans calendrier électoral clair. La situation est également influencée par les relations avec l'Érythrée. En octobre 2025, le ministre éthiopien des Affaires étrangères, Gedion Timothewos, a saisi l'ONU pour dénoncer une « alliance entre le TPLF et l'Érythrée ». Des mouvements de troupes érythréennes ont été observés près de Badme et Tsedal, ravivant les craintes d'une escalade. L'Érythrée avait soutenu Addis-Abeba pendant la guerre sans participer aux négociations de Pretoria. La situation humanitaire demeure également préoccupante. Près de deux millions de personnes sont déplacées, tandis que plusieurs camps font face à des pénuries alimentaires. Les autorités fédérales et régionales se renvoient la responsabilité des difficultés d'acheminement de l'aide.

À l'approche des élections de juin 2026, la question du vote dans les zones contestées reste sensible, certains scrutins devant être organisés séparément. La paix au Tigré demeure « un équilibre fragile » et appelle à un cadre sécuritaire renforcé, impliquant Addis-Abeba, Mekele et les pays voisins. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

CLIMAT : LA CLIMATISATION AU DÉFI DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

La demande mondiale en climatisation et en réfrigération pourrait fortement augmenter dans les prochaines décennies. Un rapport du Programme de l'ONU pour l'environnement et de la Société financière internationale, remis le 16 mars 2026, alerte sur l'impact du secteur du refroidissement sur le climat. La généralisation des équipements de refroidissement constitue un défi majeur pour la lutte contre le changement climatique. Selon le rapport Chilling Prospects du Programme des Nations unies pour l'environnement (UNEP) et de l'International Finance Corporation (IFC), la demande mondiale de refroidissement pourrait tripler d'ici 2050. Aujourd'hui, environ 3,6 milliards d'appareils sont utilisés dans le monde, contre près de 14 milliards d'ici 2050. Le secteur représente déjà près de 20% de la consommation mondiale d'énergie et environ 7% des émissions de gaz à effet de serre. Des technologies plus efficaces et des alternatives aux HFC pourraient réduire significativement la consommation et l'impact climatique de ce secteur, selon le rapport. ■

ÉCHOS DES RÉGIONS

DIAFARABÉ : DES ENSEIGNANTS SUSPENDENT LES COURS

Des enseignants de la commune de Diafarabé observent depuis le 15 mars dernier un arrêt de travail, invoquant la dégradation de leurs conditions de vie et de travail. Parmi les motifs invoqués figurent le manque de vivres, de médicaments et de denrées de première nécessité, ainsi qu'un accès difficile aux salaires et la peur des élèves liée aux tirs fréquents entendus dans la ville. Cette décision s'inscrit dans un climat déjà signalé depuis 2025. Des sources locales avaient alerté sur un embargo imposé par des hommes armés autour de Diafarabé, avec blocage des entrées et sorties de la localité. Quelques jours avant ce mouvement, l'armée malienne annonçait avoir neutralisé un groupe armé au nord-est de Diafarabé, signe de tensions persistantes dans la zone. L'arrêt de travail souligne l'impact direct de l'insécurité sur le fonctionnement de l'école dans le centre du Mali. ■

LIGUE DES CHAMPIONS CAF : LE STADE MALIEN CONDAMNÉ À L'EXPLOIT

Battu 3-0 à l'aller en Afrique du Sud par Mamelodi Sundowns, le Stade malien de Bamako joue sa survie continentale ce dimanche 22 mars à Bamako. Dans un stade du 26-Mars attendu en fusion, les Blancs de la capitale devront renverser une situation compromise pour espérer atteindre les demi-finales.

MOHAMED KENOUI



Les joueurs du **Stade malien** gardent un **mince espoir** pour se qualifier.

Mission difficile pour les hommes de Mauril Mesack Njoya. Dominés lors de la manche aller, ils ont concédé trois buts face à une formation sud-africaine réputée pour sa maîtrise technique et sa rigueur tactique. Ce revers impose désormais une équation simple mais exigeante : marquer au moins trois fois sans encaisser pour reve-

nir à égalité, et marquer davantage pour se qualifier directement.

Renverser la situation Malgré la défaite au match aller, plusieurs éléments peuvent nourrir l'espoir côté Stade malien. D'abord, l'équipe reste invincible à domicile cette saison en campagne africaine. Le Stade malien s'est montré solide au stade du

26-Mars, porté par un public connu pour sa ferveur. Ce facteur pourrait peser lourd face à Sundowns, moins souverain hors de ses bases : les Sud-Africains n'ont en effet pas remporté de match à l'extérieur cette saison (deux nuls et une défaite). Ensuite, les conditions météorologiques pourraient également perturber le club sud-africain, peu habitué à évoluer sous une forte chaleur. Sur le plan tactique, Mauril Njoya devra trouver le juste équilibre entre offensive et prudence. Se découvrir trop tôt exposerait son équipe à un but adverse, ce qui compliquerait encore davantage la tâche. À l'inverse, une pression constante, un jeu plus direct et une intensité élevée pourraient déstabiliser les Sud-Afri cains.

Un défi immense Mamelodi Sundowns reste une formation expérimentée, habituée à ce type de rendez-vous. « Sundowns sait gérer ce type d'avantage. Leur discipline défensive sera un vrai test pour le Stade malien », prévient un analyste sportif. Les statistiques ne sont pas en faveur des Blancs de Bamako. Dans l'histoire de la Ligue des champions CAF, aucun club ayant perdu par trois buts d'écart au match aller d'un quart de finale n'est ensuite parvenu à se qualifier pour le tour suivant. La « remontada » du Stade malien relève donc de l'exploit, mais elle n'est pas impossible. Entre l'élan du public, la solidité à domicile et la motivation de rejoindre le dernier carré, les Blancs de Bamako ont des arguments. ■

Elections à la FEMAFOOT Quatre candidats en lice

La Fédération malienne de football (FEMAFOOT) se dirige vers le renouvellement de sa présidence, prévu le 16 avril prochain. À l'issue de l'appel à candidatures, clos le 16 mars, le secrétariat général a enregistré quatre dossiers. Parmi les prétendants figure Mahazou, dit Baba Cissé, président du FC Maticoura et promoteur de l'académie ABM Foot, présenté comme favori par certains observateurs : sa candidature bénéficie en effet du plus grand nombre de parrainages. Il sera opposé à Badra Ali Keïta, dirigeant sportif, ainsi qu'au journaliste Amadou Mahamane Sangho. La seule candidature féminine est portée par l'ancienne footballeuse Djeneba Diallo. La prochaine étape du processus électoral interviendra le 25 mars, avec l'examen et la validation des dossiers par la Commission électorale indépendante. Les candidats devront ensuite attendre la décision finale sur la conformité de leurs dossiers, prévue le 1er avril, avant d'entrer pleinement en campagne. ■ **M.K**



CARTONS DE LA SEMAINE

Nene Dorgelès a inscrit un triplé le 17 mars face à Gaziantep, lors de la 27e journée de Super Lig. Après une première période disputée, l'international malien a ouvert le score à la 41e minute, puis a récidivé aux 68e et 79e minutes. C'est le troisième triplé de sa carrière et le premier sous le maillot de Fenerbahçe.

Expulsé après avoir pincé l'entrejambe de son adversaire Alexander Sørloth, en plein match Atlético de Madrid-Getafe le 14 mars, **Abdel Abqar** a écopé le 18 mars d'une suspension de deux matchs par la Liga pour « conduite antisportive ». L'international marocain manquera ainsi les rencontres contre l'Espanyol (21 mars) et l'Athletic Club (5 avril).

FOULADOUGOU : LE FECAF AU CŒUR DES CULTURES DU TERROIR

Du 6 au 11 avril 2026, Fouladougou accueillera la troisième édition du Festival de la Culture et des Arts du Fouladougou (FECAF). L'événement s'inscrit dans une dynamique de valorisation des expressions culturelles locales et de transmission des savoirs au sein des communautés. Situé dans la région de Kita, le Fouladougou se distingue par une identité culturelle fortement enracinée.

MOHAMED KENOUI



Les **initiateurs** lors de la conférence de **lancement** de l'activité, le 14 mars 2026 .

Ce territoire regroupe plusieurs localités où traditions orales, musiques et pratiques artistiques occupent une place centrale dans la vie sociale. Au fil des éditions, le FECAF s'est affirmé comme un rendez-vous dédié aux traditions locales. Danses, musiques et récits oraux occupent une place essentielle, portés par des troupes issues des différentes localités de la zone. Les expres-

sions culturelles y sont portées par des communautés attachées à la transmission de leurs savoirs et de leur mémoire collective. Au programme figurent des chants du terroir portés notamment par des artistes comme Hawa Sissoko, héritière d'un riche patrimoine musical, des danses traditionnelles, ainsi qu'une foire culturelle et des visites de sites. La programmation reste fidèle à une ap-

proche centrée sur l'authenticité. Peu de têtes d'affiche médiatisées, mais une forte présence d'artistes locaux, de groupes traditionnels et de jeunes talents. L'édition 2026 met également l'accent sur la participation des femmes et des jeunes, avec une volonté de renforcer la transmission culturelle entre générations. Les organisateurs présentent le festival comme une « œuvre collective » portée par la culture, conçue comme un facteur de cohésion sociale et de transmission, explique son Directeur Bakary Sy. Le thème retenu, consacré aux impacts liés à l'exploitation des ressources naturelles, trouve une expression dans les créations artistiques. À travers chants, chorégraphies et mises en scène, les artistes évoquent les liens entre les communautés et leur environnement, en s'appuyant sur des références issues du vécu quotidien et des traditions. Le parrain de l'édition, Me Demba Traoré, met pour sa part en avant la richesse culturelle de la zone et rappelle l'importance de préserver les ressources qui y sont liées. Le festival se veut aussi un espace de rencontres et de partage. Il réunit artistes, publics et acteurs culturels autour d'échanges qui participent à la vitalité de la scène locale et à la valorisation des identités culturelles du territoire. Par cette démarche, le FECAF confirme son rôle dans la préservation du patrimoine et dans la mise en valeur des talents qui font vivre la culture au quotidien. ■

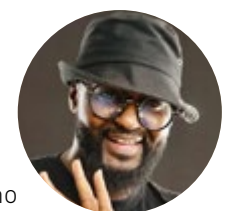
INFO PEOPLE

LIL DOU EN CONCERT AU CICB



L'artiste malien Lil Dou se produira le 21 mars 2026 à Bamako, sur l'esplanade du CICB, avec son spectacle « Soumaoro Tour Act 2 », prévu à partir de 14 heures. Figure de la nouvelle scène urbaine, il s'est fait connaître par des titres largement centrés sur les relations amoureuses, un registre qui lui permet de toucher un public jeune et fidèle. Son style mêle sonorités modernes et expressions accessibles, portées par des textes inspirés du vécu. Ce concert constitue pour l'artiste une nouvelle occasion de se rapprocher de son public, dans un format live qui occupe une place de plus en plus importante dans la dynamique musicale locale.

MYLMO : « NO STRESS », UN MESSAGE D'APAISEMENT



Le rappeur Mylmo a dévoilé le 15 mars son titre « No Stress » sur les réseaux sociaux, avec une production signée Safazy. Souvent présenté comme l'un des meilleurs paroliers du rap malien et surnommé « l'Imam de la Safa » pour son influence sur sa communauté, l'artiste adopte ici un ton plus apaisé que dans ses titres engagés. À travers des paroles simples, il évoque la pression du quotidien, la quête de réussite et les apparences sociales. Le refrain, centré sur « No Stress », invite à prendre du recul et à garder le contrôle face aux difficultés. Avec ce morceau, Mylmo confirme son attachement à un rap de message, accessible et proche des réalités.



Directeur de publication :
Mahamadou CAMARA
mcamara@journaldumali.com

Directrice déléguée :
Aurélien DUPIN
aurelie.dupin@journaldumali.com

Rédacteur en chef :
Massiré DIOP

Secrétaire de rédaction :
Ramata DIAOURÉ

Rédaction :
Mohamed KENOUI - Fatoumata MAGUIRAGA

Photographie : Bakary E. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité par IMPACT MÉDIA Presse.
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badenya, près M/ÉVA Palace - Bamako
Tél : +223 20 23 00 66
www.journaldumali.com
contact@journaldumali.com



Adoptez des **solutions biométriques avancées** pour plus de **sécurité.**



20 28 00 00
www.afribone.com

